

# L'IMPACT DE L'EVOLUTION DE L'ISLAM POLITIQUE SUR LA COHESION NATIONALE EN ALGÉRIE

**Amel Boubekeur<sup>1</sup>**

ABSTRACT.....	2
Introduction.....	4
1. Une politisation conflictuelle : de l'association religieuse au parti.....	6
2. Les partis islamistes : entre cooptation et opposition.....	8
3. L'islam politique et l'Etat rentier .....	11
4. Politique étrangère et relation avec l'Europe.....	14
5. L'effondrement du cadre du parti et la crise des élections présidentielles de 2009.....	19
6. Terrorisme, repentance et réintégration politique de l'ex-FIS.....	21
7. Ad-da'wa Salafiyya: une alternative politique au parti islamiste ?.....	23
Conclusion et suggestion d'action.....	25

---

<sup>1</sup> Amel Boubekeur est chercheur à l'EHESS et l'ENS, Paris ainsi qu'au Carnegie Middle East Center où elle dirige le « Arab Maghreb project ». Cet article est basé sur de nombreuses interviews et recherches de terrain réalisées en Algérie de 2006 à 2009.

**ABSTRACT**

L'auteur tente dans cet opuscule une analyse de l'islamisme algérien à travers une perspective dynamique qui lui permet d'éviter deux écueils qu'elle définit ainsi :

- 'le premier serait de comprendre l'islam politique comme une révolution permanente dont les leaders ne pourraient se détacher, le cadre du parti n'étant qu'accessoire à la promotion de l'idéologie. Longtemps tourné vers l'instauration d'un État islamique, la reformulation de l'idéologie des partis islamistes algériens s'est opérée à partir des leçons tirées de l'échec du mouvement islamiste de type révolutionnaire (FIS) et des tentatives de soulèvements armés (AIS, GIA, GSPC...) mais également à partir des différentes opportunités structurelles offertes par l'État dans le champ politique lors d'échéances électorales. Les islamistes algériens n'aspirent plus aujourd'hui à une quelconque révolution islamique, ni au terme d'un processus électoral ni à la suite d'un processus révolutionnaire violent. Ne pas tenir compte du caractère évolutif de l'islam politique, c'est risquer de figer les islamistes algériens dans des postures qui ne sont plus forcément les leurs. Par conséquent, il n'y a pas d'essence islamiste. L'islamisme algérien est le résultat d'un processus d'ouverture ou de fermeture du champ politique et la pertinence du cadre du parti doit être comprise de façon évolutive et en relation avec la place qui est donnée par l'État à l'opposition islamiste'.

-'Le second écueil serait de saisir ces formations islamistes comme des partis religieux. Même si l'islam reste central dans leur idéologie, ces partis ne doivent plus être considérés comme des partis religieux où serait régulièrement affirmée la primauté de la religion sur les questions politiques. Les positions religieuses sont moins prégnantes lorsque sont en jeu des intérêts politiques, économiques et diplomatiques. Paradoxalement, ces partis qui revendiquent leur référence islamique sont des acteurs de la sécularisation de la vie politique et de la société algérienne. Leur dogmatisme a laissé la place au pragmatisme et à la recherche du consensus. Ils ont intégré dans leur mode de fonctionnement, dans leur discours, tout l'appareillage idéologique de n'importe quel parti politique, jusqu'à devenir, comme pour le MSP, un parti d'appareil qui selon son responsable Aboujerra Soltani espère arriver à la présidence'.

Après une analyse fouillée, l'auteur conclut à la faible résonance des partis islamistes auprès de la population algérienne ; ces partis payant le prix de leur cooptation par l'État. Elle s'interroge ensuite pour savoir s'il y a encore une place dans le champ politique algérien pour des mouvements islamistes confrontés à un jeu politique sans compétition et constate que:

- 'chez les partisans de la da'wa salafiyya, la peur de la fitna (division entre croyants) et le désintérêt pour une opposition politique perdue d'avance, ne laissent d'autre choix qu'une soumission à l'État à travers une critique acerbe du FIS et de la violence djihadi. En lais-

sant se développer ce mouvement, l'Etat a trouvé un soutien de taille à sa politique de réconciliation et a endigué ponctuellement la radicalisation politique d'un islam ultra-orthodoxe. Cependant, la radicalité religieuse dont la salafiyya est porteuse, en rejetant les valeurs majoritaires de la société et toute perspective de vie commune avec le reste de la population, pourrait s'avérer problématique dans l'avenir, notamment si les conditions de vie de la jeunesse ne s'améliorent pas rapidement' ;

- 'pour l'islamisme du FIS, la figure de l'Etat comme principal détenteur du pouvoir reste plus importante que jamais. Le FIS a compris que s'il veut revenir sur la scène politique, il doit abandonner ses références obsolètes à l'Etat islamique et entamer un travail d'alliance avec les élites dirigeantes. Ce travail d'alliance a été effectué à travers l'acceptation de la concorde civile pour espérer une réintégration sur la scène politique et était observable lors du déroulement des dernières élections législatives. Il n'est pas à exclure que les anciens membres et activistes du FIS ainsi que la base islamiste de la da'wa salafiyya souhaitent jouer un rôle important lors des prochaines élections (législatives et) présidentielles ..., posant de façon inédite la question de la pertinence des limites instaurées jusqu'ici entre partis islamistes et partis séculiers, partis islamistes légalisés et partis islamistes interdits, ou encore entre le cadre du parti (hizb) et celui du mouvement (haraka)'.

## Introduction

Que reste-t-il des partis et mouvements islamistes algériens après 16 ans de violences terroristes et d'interdiction du Front Islamique du Salut (FIS) depuis 1992 ? En se concentrant sur la validité du parti comme agent mobilisateur d'un courant désigné a priori comme appartenant à l'opposition, cette étude tente d'appréhender les fragmentations du champ politique des principaux partis et mouvements de tendance islamiste actuellement présents en Algérie. Trois dynamiques majeures y sont à l'œuvre : 1) l'impact de la cooptation par l'Etat des partis islamistes légalisés tels que le Hamas et Islah, dont l'idéologie et le fonctionnement se professionnalisent et s'institutionnalisent, 2) leur neutralisation, voire la dissolution de leur charge protestataire, par cette même cooptation et l'échec de leur insertion dans une compétition politique réelle, ces débats étant ravivés par les possibles voies de réintégration dans le champ politique des anciens militants et leaders du FIS, 3) le désintéressement grandissant des militants de base de sensibilité islamiste pour le cadre du parti qui lui préfèrent désormais le cadre antipolitique et peu hiérarchisé de la *da'wa sala-fiyya*, nouvel agent structurant des relations entre l'Etat et la mouvance islamiste. Ce mouvement permet une re-politisation hors partis et à travers la forme du réseau qui démontre l'impact historique de l'échec du FIS en tant que parti sur des adhérents islamistes qui dans l'Algérie post-conflit d'aujourd'hui, recherchent des formes de socialisation politiques moins coûteuse.

Depuis la victoire électorale du Front islamique du salut (FIS) lors des élections législatives de 1991, les partis islamistes n'ont jamais quitté la scène politique algérienne. Unis par la même volonté de donner une dimension militante à l'islam, les partis islamistes en Algérie sont pourtant loin de constituer un mouvement homogène. On peut néanmoins dénombrer trois formations politiques : an-Nahda, dont le secrétaire générale est Fateh Rabiaï, le Mouvement de la société pour la paix (Hamas - *al-Harakat al-Mûjtama'a al-Silm*), sous l'autorité d'Aboujerra Soltani, et le Mouvement de la réforme nationale (Islah - *al-Harakat al-Islah al-Watany*), qui fut jusqu'à une période récente sous la présidence d'Abdallah Jaballah et qui est actuellement dirigé par Djahid Younsi.

Alors qu'une partie de l'« opposition » islamiste, principalement incarnée par le FIS, a choisi l'usage d'une violence politique profondément anti-Etat, une autre principalement incarnée par les partis du Hamas, an-Nahda et Islah, a opté pour la participation au régime en place. Organisés en partis politiques, ces acteurs ont été autorisés à participer à la majorité des scrutins depuis 1995, date à laquelle le régime algérien décida de redonner vie à l'islam politique. Lors des élections présidentielles de 1995, le candidat islamiste du Hamas, feu Mahfoud Nahnah, récolta près de 25 % des suffrages, soit le soutien de plus de deux millions d'électeurs. Les élections législatives de 1997 ont confirmé la persistance et l'ancrage du vote islamiste dans la population algérienne avec 69 sièges gagnés pour le Hamas et 34 sièges pour an-Nahda, ancêtre d'Islah et à l'époque dirigé par Abdallah Jaballah. Malgré un affaiblissement du vote islamiste au moment des élections présidentielles de 1999, Islah obtint 43 sièges et le Hamas fit élire 38 de ses députés lors des élec-

tions législatives de 2002, faisant des formations islamistes la deuxième force politique du pays. Même si les élections législatives de 2007 marquent un net recul des islamistes au Parlement algérien – 52 sièges pour le Hamas et seulement 3 sièges pour la nouvelle formation du parti Islah-, force est de constater que les partis islamistes légalisés ont su devenir, à travers des succès divers, des acteurs incontournables du paysage institutionnel, au-delà d'un taux d'abstention important et des doutes quant à la régularité des différents scrutins. Bien qu'il revête une dimension protestataire, l'islamisme algérien est devenu une constante politique, un phénomène structurel du champ politique algérien, dont les acteurs se trouvent depuis lors piégés par une position contradictoire de partis cooptés et opposants au régime.

Héritiers de la lutte nationaliste algérienne et de la *Sahwa* des années 1970, l'islamisme algérien est passé, en trente ans, de l'opposition radicale à une logique participationniste avec le régime, de la violence politique à l'expression de revendications démocratiques et du refus du compromis culturel au dialogue avec les puissances occidentales. Comment ce changement spectaculaire s'est-il opéré ? En effet, l'islamisme doit être pensé comme un processus et non comme une nature politique. Analyser le phénomène de l'islam politique à travers une perspective dynamique et évolutive, c'est se départir de la définition essentialiste émanant des islamistes eux-mêmes sur le caractère intemporel et universel de leur idéologie, et ainsi éviter de figer l'islamisme algérien dans des postures politiques qui ne sont plus les siennes.

L'intérêt suscité par ces partis au sein de la société civile doit également être reconsidéré. Après presque 20 ans de violences ininterrompues, les algériens sont dans leur très grande majorité désintéressés par le champ politique<sup>2</sup> et notamment par l'idée que l'islam puisse y jouer un rôle. Pour ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de l'islam politique, les partis islamistes légalisés par l'Etat tels que le MSP et le Mouvement pour le Réforme Nationale (Islah) ne sont pas indifférenciés des mécanismes exclusifs du pouvoir algérien et participent même à les maintenir. Ces partis islamistes légalisés connaissent aujourd'hui de grandes difficultés à assurer la survie de leur appareil militant, cette crise ayant été exacerbée par leur incapacité à infléchir le processus des dernières élections présidentielles de 2009. Dans ce contexte, la renaissance d'un parti islamique d'opposition capable de matérialiser la contestation et le rejet de leurs conditions de vie n'intéresse plus malgré quelques tentatives de réintégration du champ politique de la part de militants de l'ex-FIS. Déçus par le climat d'une scène politique algérienne monopolisée par le Front de Libération Nationale, le parti au pouvoir depuis 1962, beaucoup de jeunes algériens décident de s'investir dans le mouvement du salafisme de prédication (*da'wa salafiyya*). En proposant une forme d'organisation qui repose sur le réseau et le mouvement social plus que sur la forme du parti, le salafisme prédicatif permet également à beaucoup de jeunes déçus du système mais rebutés par la confrontation violente de l'islam politique avec l'Etat de trouver une place dans la société. Cet article s'attachera à étudier l'évolution idéologique et structurelle des partis islamistes légalisés et interdits en Algérie et ainsi leur impact sur la

<sup>2</sup> Le taux de participation a à peine atteint 36,5 % aux dernières élections législatives de Mai 2007. Le désintérêt autour de la réélection du président Bouteflika à un troisième mandat en Avril 2009 était également flagrant.

cohésion nationale. On se demandera si le déclin de leur potentiel contestataire ne participe pas à la délégitimation du cadre du parti comme agent de réforme, favorisant ainsi des formes métapolitiques de contestations islamistes, notamment illustrées par le succès grandissant du mouvement salafi.

## 1 - Une politisation conflictuelle<sup>3</sup> : de l'association religieuse au parti

Les idéologies des différentes organisations islamistes en Algérie ont grandement évolué, tant au niveau de leur méthode que de leurs options politiques. Dans les années 1970, les leaders de ces formations politiques se sont d'abord illustrés dans la prédication religieuse. Partisans de la mise en place d'une société islamique, ils sont alors à la tête d'associations religieuses. En tenant un discours basique de probité fondé sur le respect de la morale religieuse, la priorité est ainsi donnée au prosélytisme religieux et à la formation islamique. Cette position hégémonique dans le champ islamique algérien leur a permis d'investir et de contrôler de nombreuses mosquées et de devenir des acteurs piliers de la réislamisation, concurrençant ainsi l'islam d'État. Parce qu'il est à cette époque impossible de s'organiser en partis, en raison de la fermeture du champ politique, ils se contentent de développer un discours et des activités strictement apostoliques.

En 1962, nombre d'acteurs islamistes marginalisés par le FLN ont fondé une association nommée « Al Qiyam » (les valeurs). Cette association sera dissoute en 1966 après que ses dirigeants aient publiquement dénoncé l'exécution de Sayyid Qutb. Elle servira néanmoins de base historique au futur FIS, qui y puisera sa doctrine et ses figures dirigeantes. Sous l'influence mixte de l'histoire du réformisme nationaliste algérien et de l'activisme des Frères musulmans égyptiens et syriens, Abdallah Jaballah est, dans les années 1970 à la tête de l'association *Al Djama'a al Islamiyya*. Mahfoud Nahnah est lui dans les années 80 le responsable d'une fédération d'associations religieuses, nommée Guide et réforme (*al-Irshad wal-Islah*). Ces deux associations se changeront en parti au début des années 1990, transformant assez soudainement des consommateurs de discours moraux et associatifs en militants partisans. Cette homogénéisation de l'islamisme associatif en partis n'en fait pas pour autant une mouvance non concurrentielle. Alors qu'Ali Belhadj et Abassi Madani invitent, en 1989, l'ensemble de la mouvance islamiste à rejoindre les rangs du FIS, Mahfoud Nahnah et Abdallah Jaballah refusent d'intégrer le parti islamiste, au motif qu'il existe déjà des associations religieuses. Leur transformation en parti est due à la nécessité de limiter l'influence du FIS au sein du champ politique algérien. Bien qu'organisés en partis politiques, ils conserveront une dimension religieuse importante : les membres continuent à mener des activités islamiques (formation religieuse, prédication, actions caritatives...). Cependant la politisation officielle expérimentée dans les années 1990 leur permettra d'être reconnus comme partenaires politiques sécularisés par l'État<sup>4</sup>. En inves-

<sup>3</sup> L'expression est empruntée à Myriam Aït-Aouda, « La naissance du Front islamique du salut : une politisation conflictuelle », *Critique internationale*, n°30, janvier-mars 2006.

<sup>4</sup> Cette dynamique de sécularisation du discours se retrouve dans de nombreux partis islamistes du monde arabe. Voir, sur le cas égyptien, Patrick Haenni, *L'islam de marché. L'autre révolution conservatrice*, Seuil/ La République des idées,

tissant le champ politique, les leaders de ces partis vont aussi paradoxalement se couper de leur base, qu'il sera difficile de transformer en électorat étant donné qu'elle n'a jamais bénéficié d'une vraie socialisation politique.

Pour autant, le schème associatif n'a toujours pas disparu. Ces structures fonctionnent aujourd'hui comme des satellites du parti islamiste concerné, appartenant à la même famille « identitaire » mais s'en différenciant grandement quant aux motivations de ses militants et leur rapport à l'Etat bien moins conflictuels que ceux des membres du parti et bien plus proches du peuple. Ces structures sont les seules en contact véritable avec la base alors que la question sociale a largement été abandonnée par les partis islamistes ces dix dernières années, préoccupés par leurs stratégies de placement sur l'échiquier politique. Dans certains cas comme celui du Hamas, l'association *al-Irshad wal-Islah* revendique même son indépendance totale par rapport à la direction actuelle du parti. Parmi leurs actions, on trouve des campagnes de solidarité pour alléger les frais des mariages ou circoncisions, la distribution de couffins des rentrées scolaires et universitaires et fêtes de l'aïd, ou l'aide aux orphelins, ou encore des activités sociales de sensibilisation et d'alphabétisation auprès des femmes et la création de crèches islamiques. Même les syndicats étudiants auparavant canaux privilégiés de recrutement pour les partis n'échappent pas à ce phénomène de déconnexion de la société civile islamiste avec les partis censés la représenter politiquement. Le syndicat de l'Union Générale des Etudiants Algériens (UGEL proche du MSP), la Rabitat Al Wataniya (proche de Nahda) ont également des revendications dont le caractère est beaucoup plus social visant à améliorer leurs conditions d'apprentissage que politique visant à promouvoir un modèle de « société islamique ».

La déconnexion entraînée par professionnalisation politique<sup>5</sup> de l'islamisme algérien avec sa base va laisser place à l'émergence d'un mouvement islamiste hors du cadre du parti comme la *da'wa salafiyya*, véritable révélateur de l'exclusion de la base islamiste du système politique algérien, et dont nous soulignerons le rôle plus tard<sup>6</sup>. La professionnalisation va également toucher le discours islamiste. Les thèmes sont de plus en plus politiques et touchent au profane. L'instauration d'un État islamique, thème qui constituait le pilier du

2005. Sur le cas marocain, Mounia Bennani-Chraïbi, « Mobilisations électorales à Derb Soltan et Hay Hassani (Casablanca) », in Mounia Bennani-Chraïbi, Myriam Catusse, Jean-Claude Santucci (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives de 2002*, Karthala/Alremam, 2004. Sur la situation turque, voir Senem Aydin et Rusen Cakir, « Political islam in Turkey », *Working papers CEPS*, n° 268, 2007.

<sup>5</sup> Max Weber, *Le savant et le politique*, La Découverte, 2003 [1919]. La question de l'argent est un autre élément important de la professionnalisation de ces partis. Selon l'un des responsables du MSP, la source de financement du budget, qui représente entre 20 et 30 millions de dinars, provient à la fois des contributions annuelles des députés membres du parti islamiste (200 000 DA par député) et du financement de l'État. Voir « Voyage à l'intérieur des partis. Le Hamas ou l'islamisme en costume », *El Watan*, 11 avril 2006.

<sup>6</sup> Ce type de salafisme, aujourd'hui majoritaire au Maghreb, est appelé *da'wa salafiyya* en raison de son rejet de toute implication politique de la religion. Ces adeptes ont pour credo la prédication (*ad-da'wa*), la purification (*at-tasfiyat*) des mœurs et l'éducation (*at-tarbiyya*) religieuse des masses comme moyen de changer la société. Il est également parfois appelé *'ilmiyya* (du mot *'ilm*, la science) en raison de sa vénération de savants saoudiens tels que Ibn Bâz, ancien mufti du royaume, al-Albani (décédés tous deux en 1999), ou encore Ibn Uthaymin, mort en 2001. Aujourd'hui, il a pour chefs de file des théologiens comme Fawzan, al-Madkhali et le grand mufti du royaume saoudien, al-Cheikh. Enfin ce mouvement peut aussi être appelé *as-salafiyya almu'tadila* (modérée) ou *djamida* (figée, glacée). Voir Amel Boubekeur, « Salafism and radical politics in post-conflict Algeria », *Carnegie paper, Carnegie Middle East Center*, n°11, September 2008.

programme des islamistes algériens avant 1990, est délaissée, et l'islam n'est plus présenté comme la solution à tous les problèmes. Le pragmatisme politique l'emporte sur la définition claire d'une idéologie transcendante, qui se caractérise de plus en plus sous la forme d'un ensemble de principes généraux qui pourraient évoluer en fonction des circonstances politiques. Aussi est-il difficile de définir avec précision leur programme politique. Les projets politiques du MSP, d'an-Nahda et d'al-Islah ne sont pas issus d'une ligne de pensée homogène qui serait le résultat d'une théorie fondamentale islamiste, développée par les dirigeants et intellectuels du mouvement. Leur identité politique islamique reste dès lors flexible, capable d'épouser quand il le faut les différentes politiques gouvernementales. Ainsi, le programme politique respectif de ces trois partis reste assez imprécis. Ils insistent essentiellement sur le principe de l'islamisation de la société par le travail institutionnel et législatif. Mais cette thématique reste assez floue et se résume davantage à une position de principe et à une profession de foi auprès des masses qu'à un véritable travail de théologie politique. Dans de nombreux cas, l'idéologie de ces partis islamistes se recoupe avec les positions et la politique religieuse gouvernementale du ministère des Affaires religieuses.

## 2 - Les partis islamistes : entre cooptation et opposition

La cooptation par le régime algérien de certaines formations islamistes et la stratégie participationniste de celles-ci à la vie politique ont conduit à une institutionnalisation de l'islamisme, à une « parlementarisation » des islamistes<sup>7</sup>. Cette dynamique entraîne une banalisation et une routinisation du discours des partis islamistes, provoquant, *ipso facto*, une dilution de la portée contestataire de leur idéologie<sup>8</sup>. L'euphémisation du discours protestataire s'accroît avec le sentiment d'une partie de leurs électeurs d'avoir été trahis par des islamistes qui, après s'être opposés au pouvoir algérien, collaborent désormais avec celui-ci. L'enjeu pour ces partis était donc, tout en participant au système politique algérien, de conserver leur potentiel mobilisateur et contestataire. Afin de contourner les critiques d'une partie de leurs électeurs quant à leur éventuelle compromission politique avec un régime dont ils vilipendaient auparavant le fonctionnement, les islamistes ont développé deux types de stratégies<sup>9</sup> : là où le MSP et an-Nahda ont opté pour une politique de soutien critique au gouvernement, al-Islah se considère comme une force d'opposition à la politique menée par les différentes coalitions gouvernementales depuis 1995.

<sup>7</sup> Cette expression est empruntée à Jean-Noël Ferrié, « La parlementarisation de l'islam politique : la dynamique des modérés », *Rapport Euromesco*, septembre 2005.

<sup>8</sup> Gema Martin-Munoz, « Le régime algérien face aux islamistes », *Les États arabes face à la contestation islamiste*, Bassma Kodmani-darwish et May Chartouni-Dubarry (dir.), Armand Colin/Ifri, 199, p. 55.

<sup>9</sup> Pour les islamistes, la cooptation politique dont ils ont fait l'objet par l'État n'est pas considérée comme un obstacle par les partis eux-mêmes. Au contraire, le fait que les élites islamistes soient cooptées par les États, à travers les élections législatives principalement, renforce leur politique de *moucharaka* (partenariat) qui est au cœur de leur stratégie politique actuelle. Cette politique leur permet d'apprendre à gouverner sans en avoir pour le moment véritablement les moyens, en se lançant dans un exercice pratique d'apprentissage de la gestion de la politique plus quotidienne et moins révolutionnaire. voir Noura Hamladji, « Co-optation, Repression and Authoritarianism Regime's Survival. The Case of the Islamist MSP-Hamas in Algeria », *SPS Working Papers*, European University Institute, 2005.

En plus de disposer de nombreux parlementaires à l'Assemblée nationale populaire, le MSP a rejoint la coalition gouvernementale, l'Alliance présidentielle, composée du Front de libération national (FLN) et du Rassemblement national et démocratique (RND)<sup>10</sup>. Si le MSP dispose de certains ministères, ceux-ci n'ont rien de stratégique. En effet, les ministères d'importance (Affaires étrangères, Intérieur, Éducation, Défense...) ont toujours été réservés à des personnalités appartenant de près ou de loin au pouvoir central du FLN et du RND. Si l'influence des islamistes du MSP au sein des différents gouvernements est, dans les faits, marginale, il n'en reste pas moins que l'existence de ministres islamistes représente un tournant important pour la vie politique du pays comme pour l'islamisme algérien.

Le MSP s'exprime sur le mode du « soutien critique ». Il s'implique dans la majorité et appuie les réformes institutionnelles, tout en critiquant le gouvernement sur certains points. Dans la mesure où il fait partie de la majorité parlementaire, le MSP se réserve le droit de défendre son propre point de vue et par conséquent, de critiquer le compromis gouvernemental. Ses critiques à l'égard des autorités ne sont pas cependant accompagnées de ruptures et constituent généralement un discours de campagne, voire de « consommation interne » à l'adresse de la base du parti. Ce discours oppositionnel a pour but de se rapprocher des classes populaires qui ont du mal à se reconnaître dans la rhétorique bourgeoise du parti d'Aboujerra Soltani. La technique de cette opposition intérieure consiste à distinguer les nécessités immédiates des réformes de structures à long terme incluses dans la doctrine du MSP : on se justifie de participer au gouvernement en invoquant les premières, on le critique au nom des secondes. Ce soutien assuré dans l'ambiguïté fournit aux députés et aux ministres MSP une solution confortable qui leur permet de se positionner comme éléments non perturbateurs, tout en se réservant le droit de s'exprimer quand le référentiel religieux par exemple est en jeu.

Loin du concept de révolution islamique (*thawra islamiyya*) ou de l'appel à l'établissement d'un État islamique, les islamistes du MSP et d'an-Nahda défendent désormais une vision « modérée » et non violente de l'islamisme, bien qu'à de nombreuses reprises, ils aient usé de violence à l'égard de leurs adversaires politiques et notamment communistes sur les campus universitaires islamistes. Par crainte de la *fitna* (division au sein de la communauté des croyants), ces formations islamistes ont toujours refusé de prendre part à la guerre civile, quand bien même des menaces pesaient sur leurs membres, et argumenté en faveur d'une solution pacifique au conflit algérien. Ils justifiaient leur neutralité en affirmant le primat de l'identité algérienne sur toute forme d'appartenance politique et religieuse. En participant au pouvoir, le MSP devient de plus un parti de l'administration au même titre que le RND et le FLN<sup>11</sup>.

L'ancien leader d'al-Islah, Abdallah Jaballah, a par contre toujours refusé d'intégrer la coalition gouvernementale au profit d'une stratégie oppositionnelle, allant même jusqu'à

<sup>10</sup> Nabil Benali, « Le MSP pour succéder au FLN ? », *Les Débats*, 5 septembre 2007.

<sup>11</sup> Lahouari Addi, « Les partis politiques en Algérie », *Revue de l'Occident musulman et de la méditerranée*, CNRS, 2005.

prendre le contre-pied d'une majorité des membres de son parti qui voulait rejoindre l'Alliance présidentielle. À l'islamisme d'État du MSP répond l'islamisme oppositionnel d'al-Islah. Alors qu'une partie de la structure partisane qu'il avait créée souhaite intégrer l'alliance gouvernementale en 1999, Abdallah Jaballah refuse que son parti participe à la formation des différents gouvernements sous la houlette du FLN et du RND. Il le quitte et fonde un autre parti, le MRN. Bien qu'al-Islah s'inscrive dans un cadre légaliste, il se considère comme un parti politique d'opposition et chaque fois que le parti le peut, il n'hésite pas à critiquer la politique des différents gouvernements. Abdallah Jaballah n'hésite pas à prendre à partie le président algérien, en estimant que celui-ci concentre la totalité des pouvoirs. Dans le but de ralentir l'action de la majorité, le parti d'Abdallah Jaballah multiplie les amendements lors des votes de propositions de lois. Dans de nombreuses déclarations, Abdallah Jaballah va jusqu'à douter de l'existence de la réelle volonté politique du régime par rapport au processus de démocratisation des institutions. En refusant de participer au pouvoir, al-Islah manifeste toujours la volonté de rester en dehors du système politique gouvernemental. Éviter l'épreuve du pouvoir permet à al-Islah de séduire une clientèle critique à l'égard du pouvoir et exclue de toute participation politique<sup>12</sup>. En ce sens, al-Islah est porteur d'un « populisme protestataire » tel que l'avait défini Pierre-André Taguieff<sup>13</sup>.

Al-Islah a en outre l'avantage auprès de son électorat de n'avoir jamais véritablement exercé le pouvoir. Finalement, ce qu'il dénonce reste très consensuel dans le contexte actuel algérien (lutte contre la pauvreté, la corruption, les inégalités...). Les critiques à l'adresse du gouvernement sont moins motivées par des considérations politiques que par la dénonciation des élites et du système autoritaire, refusant toujours de coopter Jaballah aussi franchement que les leaders du MSP. Incarnant une résistance face au pouvoir, les membres d'al-Islah dénoncent le système de représentation politique, dominé par les partis de l'administration (FLN et RND). Cette politique « belliqueuse » à l'égard de la majorité a conduit le ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni à interdire à Abdallah Jaballah de se représenter à la tête du parti lors des législatives de mai 2007. Afin de pouvoir participer aux scrutins, certains cadres d'al-Islah ont, sous pression gouvernementale, évincé Abdallah Jaballah de la direction du parti. Alors que le consensualisme du MSP et d'an-Nahda à l'égard du régime algérien a entraîné la perte de nombreux sièges, al-Islah a réussi, lors des élections législatives, à capitaliser les dividendes de sa politique oppositionnelle, notamment dans l'Est du pays où il bénéficie de très nombreux relais. La volonté de se situer délibérément hors système lui a permis de devenir en 2002 la première force islamiste et le second acteur politique du pays, avec 44 députés (contre 38 pour le MSP). À la différence du MSP, qui est l'expression d'un conservatisme politique, Islah reste le réceptacle des votes de protestation d'un segment de la population algérienne face aux frustrations générées par le mépris supposé de l'Occident et par l'autoritarisme de l'État.

L'objectif est pour les partis islamistes algériens légalisés de se constituer en force politique de stabilisation, non perturbatrice, tout en conservant un certain potentiel contesta-

<sup>12</sup> Jean Leca, « L'Algérie au chevet de la science politique », *Pouvoirs*, Le Seuil, 1998.

<sup>13</sup> Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste*, Berg international, 2002, p. 123-132.

taire. À l'exception du FIS, les islamistes algériens sont légalistes. Loin d'appeler à une remise en cause du système politique déjà existant (Parlement, présidence de la République...), ils exhortent leurs électeurs et membres au strict respect des institutions républicaines. Le MSP a participé à tous les scrutins depuis 1995, allant même jusqu'à accepter des portefeuilles ministériels. An-Nahda est entré au Parlement la même année. Le MSP se définit comme nationaliste, en revendiquant fièrement sa filiation avec la guerre de libération nationale<sup>14</sup>. Al-Islah s'est à maintes reprises opposé à la privatisation du secteur pétrolier, au motif qu'il représente un secteur stratégique pour l'indépendance économique et le rayonnement politique de l'Algérie dans la région. Les partis islamistes sont ainsi très sensibles à la teneur islamique de l'identité de l'État algérien et de ses institutions, et se présentent maintenant comme les défenseurs des constantes nationales du pays.

Afin de conquérir des suffrages au-delà de leur base originelle et de conclure d'indispensables alliances avec des formations non islamistes, le MSP, an-Nahda et al-Islah ont accepté des compromis, modéré leurs discours et changé peu à peu de valeurs. Le MSP s'allie avec le Front de libération national (FLN) et le Rassemblement national pour la démocratie (RND), tandis qu'al-Islah conclut des alliances électorales avec le Rassemblement pour la culture et la démocratie, parti à dominante berbériste de Saïd Saadi, réputé farouche adversaire de l'islamisme. Alors que, jusque dans les années 1990, les dirigeants islamistes critiquaient toute velléité identitaire berbériste, ils reconnaissent dorénavant l'amazighité comme l'un des fondements de l'identité algérienne, au même titre que l'arabité et l'islamité. Ceux que l'on pourrait qualifier d'islamistes légalistes ont abandonné leurs anciennes méthodes révolutionnaires, fondées sur le radicalisme politique, pour adopter une stratégie pragmatique axée sur la négociation et le dialogue. Ainsi, en se lançant dans des logiques partisans et électorales et en délaissant l'idée qu'ils sont les dépositaires de la vérité religieuse, ils ont développé une culture du compromis politique. En prônant un discours loyaliste à l'égard du système politique, ils ont négocié de façon pacifique leur entrée sur la scène politique algérienne. Par le recours à des modes opératoires politiques « neutres » et légaux, ils apparaissent comme l'expression d'un conservatisme politique et social.

---

<sup>14</sup> Amel Boubekeur, « Political Islam in Algeria », *CEPS Working Document*, No. 268, May 2007.

### 3 – L'islam politique et l'Etat rentier

Le boom économique que connaît actuellement l'Algérie, avec une rente pétrolière qui n'a jamais été aussi importante, a également permis aux différents mouvements et partis islamistes de reconsidérer leur relation avec l'Etat. Concernant les partis politiques tels que le MSP et Islah, leur cooptation s'est accompagnée d'opportunités nouvelles afin de se greffer aux différents réseaux de redistribution de la rente qui se sont recomposés dans le champ politique depuis les années 1990. Les différentes orientations économiques que l'on peut trouver au sein de ces partis sont ainsi plus dues à leur inclusion plus ou moins grande dans les circuits de la rente d'Etat que liés à leur positionnement idéologique. Ainsi, le MSP et, dans une moindre mesure, an-Nahda, se sont déclarés à maintes reprises favorables au libéralisme économique et ont appelé à l'ouverture totale du marché<sup>15</sup>, al-Islah en revanche qui ne jouit pas d'une cooptation aussi franche, s'oppose aux orientations capitalistes du gouvernement algérien et tente des alliances sur ce front avec d'autres partis dits d'opposition, tel que le parti trotskiste de Louisa Hanoune, le Parti des Travailleurs.

« Chez le MSP, l'économie est importante : nous voulons défendre le libéralisme sans tomber dans les vices du capitalisme et défendre la justice sociale sans tomber dans les choses négatives du capitalisme, ces deux éléments résument la politique économique du MSP si nous arrivons un jour au pouvoir, mais il est clair que nous n'y avons pas encore réfléchi avec précision<sup>16</sup> », nous dit un cadre du parti. Son programme politique lors des élections législatives de mai 2007 appelle à « poursuivre l'effort d'allègement fiscal, notamment l'impôt sur le bénéficiaire (IBS) pour les PME et renforcer les incitations fiscales à la création de postes d'emploi. Appliquer une politique de privatisation claire et courageuse en adoptant des critères économiques objectifs ». L'orientation néolibérale du programme économique du MSP mais également d'an-Nahda se fait ainsi l'écho d'une partie de son électorat, composé de classes moyennes souvent commerçantes. Le parti Hamas a même tenté de monter son propre centre de réflexion sur la question : le Club économique algérien. Cependant, tout en affirmant les vertus d'une ouverture totale du marché économique et d'une liquidation de l'État providence, le MSP et an-Nahda cautionnent les orientations économiques du président Bouteflika et sa politique de grands travaux. Le ministre à qui échoit la gestion de ce programme est Amar Ghoul, ministre MSP. En outre, loin de ses postures appelant à une liquidation de l'État providence, le MSP a réussi à obtenir une augmentation des salaires des fonctionnaires, au grand dam de ses partenaires gouvernementaux, le RND et le FLN, favorables à un dégraissage de l'administration algérienne. Alors que les orientations néolibérales visent à satisfaire une partie de son électorat, composé de classes moyennes pieuses et traditionalistes souvent commerçantes, les postures

<sup>15</sup> Les orientations néolibérales des islamistes se développent surtout au sein de la tendance des Frères musulmans. Voir Amel Boubekeur, « L'islamisme comme tradition. Fatigue militante et désengagement islamiste en Occident », *Islamismes d'Occident*, Samir Amghar (ed.), Lignes de repères, 2006. Voir également Patrick Haenni, *L'islam de marché*, Le Seuil/ La République des idées, 2005. Cependant, l'accès aux réseaux rentiers des partis islamistes algériens a grandement été influencé par la nature du champ politique en Algérie. Voir Amel Boubekeur, Khalil Gebara « Money and politics, clientelist networks and the reform in the Arab world », *Euromesco report*, novembre 2008.

<sup>16</sup> Interview réalisée par Amel Boubekeur, Alger, mai 2007.

du MSP en faveur du secteur public se font l'écho d'une partie des fonctionnaires, inquiétés par la privatisation progressive du secteur public (hydrocarbures, banques, sidérurgies, tourisme...). Le projet de politique économique du MSP s'apparente moins à un projet de libéralisation totale du marché qu'à une démarche de défense des intérêts de la petite bourgeoisie algérienne. Si le programme économique du MSP est ostensiblement néolibéral, la politique sociale est quant à elle résolument « chrétienne-démocrate ».

Alors que le programme de politique économique et sociale du MSP et d'an-Nahda est porteur de valeurs politiques conservatrices, ancrées à droite, celui d'al-Islah s'inscrit dans un registre « islamo-gauchiste ». Ainsi, bien qu'al-Islah soit à un niveau moral et religieux plus conservateur que le MSP, son programme économique et social se veut au contraire plus progressiste. Ces deux partis condamnent les orientations néolibérales du gouvernement. Critique à l'égard de la politique de privatisation, al-Islah demande la relance de la nationalisation d'une bonne partie de l'économie algérienne. S'opposant à la mondialisation, le parti d'Abdallah Jaballah s'est déclaré hostile à l'intégration de l'Algérie dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a dénoncé les accords de libre-échange avec l'Union européenne. Partisan d'une certaine forme de protectionnisme, il s'est déclaré favorable à une économie planifiée et à un réengagement de l'État dans l'ensemble du secteur économique<sup>17</sup>. Tout en favorisant l'esprit d'initiative et le secteur privé dans le sens qui sert l'intérêt général, le parti d'Abdallah Jaballah entend stimuler la propriété publique des richesses et des industries stratégiques. Prônant une politique redistributive des richesses algériennes à l'adresse des plus démunis, al-Islah porte ainsi les doléances d'une partie de son électorat recruté dans les classes populaires mais également dans les classes moyennes paupérisées, exclues du projet de libéralisation économique du pays (cadres, employés des grandes entreprises publiques...).

Enfin, il faut ajouter au contexte de boom économique que l'Algérie connaît actuellement et son impact sur le champ islamiste, la place particulière qu'y occupe la da'wa salafiyya. Son développement est en grande partie dû au fait que ce mouvement bénéficie de la rente pétrolière à travers différents réseaux commerciaux. Ses partisans adoptent une attitude de neutralité vis-à-vis de l'Etat qui en retour les autorise à se greffer à différents circuits de redistribution de la rente. L'activité économique et « apolitique » de ce mouvement représente pour le gouvernement algérien le moyen de canaliser le mécontentement d'une jeunesse en proie à l'exclusion économique. Au lieu d'être intégrés politiquement, comme le demandent les autres mouvements islamistes, ils sont intégrés économiquement aux circuits de redistribution de la rente, ce qui leur permet de renforcer une affiliation au mouvement non plus basée sur un militantisme politique partisan ou une identification citoyenne commune mais sur l'appartenance à différents petits réseaux de mosquées et de commerces. La base islamiste de la salafiyya devient ainsi cliente de l'Etat, et abandonne l'ambition islamiste classique d'être représentée en tant que compétiteurs politiques.

<sup>17</sup> Isabelle Werenfels, « Entre l'intégration et la répression : les stratégies des États face à l'islamisme au Maghreb », *Maghreb Machrek*, n° 191, printemps 2007, p. 84-85.

Leur influence est beaucoup plus parapolitique, comme dans le cas de Mourad Lahlou élu à la tête du club de football de l'Hussein Dey. Cette réussite individuelle de certains importateurs appartenant au mouvement, notamment dans les domaines de l'informatique et de l'alimentation générale, permet aux adeptes de la da'wa salafiyya de limiter le bénéfice de leurs initiatives économiques à leurs pairs ou de participer à la gestion de crises nationales sous forme de dons comme on a pu l'observer lors des inondations de Bab el Oued ou du tremblement de terre de Boumerdes et sa région.

#### 4 - Politique étrangère et relation avec l'Europe

Depuis longtemps, les islamistes algériens ont développé un intérêt pour une action politique liée d'une manière ou d'une autre à l'Europe. Leur implantation est d'abord en partie le produit de la fermeture du champ politique des régimes arabes. C'est ainsi que l'arrêt du processus électoral de 1991 en Algérie qui empêcha le Front islamique du salut (FIS) d'accéder au pouvoir, conduisit une partie de ses dirigeants, militants et sympathisants, à quitter le pays et à s'installer en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Belgique. C'est parce qu'ils pouvaient en partie s'y exprimer librement que l'Occident et particulièrement l'Europe était perçus par les islamistes comme un refuge naturel. Historiquement, la relation à l'Europe fut dans un premier temps purement instrumentale. Il s'agissait de se servir de cette région du monde comme d'une tribune politique. En France, certains membres exilés du FIS créèrent la Fraternité Algérienne de France (la FAF). Fondée en 1990, la FAF, dirigée par des étudiants algériens dont Moussa Kraouche, se voulait être la représentante du FIS en France.

Pour le MSP participant aux élections et reconnu comme mouvement officiel par le régime, la présence en Europe est avant tout motivée par des logiques électorales. En effet, plus d'un million de ressortissants algériens y vivent, principalement en France. Le MSP perçoit donc ces immigrés et leurs enfants binationaux comme un réservoir électoral non négligeable, mobilisable en période de campagnes. Les campagnes électorales de ces partis seront donc également menées auprès de leurs compatriotes vivant en Europe afin de recueillir leurs voix. *« Il y a un contingent de députés réservé aux Algériens en France. Le pouvoir organise dans les consulats des élections pour nommer ces députés. Donc, au MSP, nous faisons campagne en France auprès des ressortissants algériens en distribuant des tracts ou en organisant des petits meetings. Le but est de séduire l'électorat immigré. Nous faisons de la politique ici en France pour gagner les élections ; on essaie d'avoir un réseau au sein de la communauté algérienne en Europe. D'ailleurs, nous disposons d'un représentant du parti dans chaque consulat »* nous déclare l'un des responsables du réseau MSP en France<sup>18</sup>.

<sup>18</sup> En effet, les voix et les bulletins de votes de ces ressortissants sont comptabilisés pour les différentes élections locales et nationales qui se déroulent en Algérie et au Maroc, et un contingent de parlementaires est réservé aux nationaux algériens. Le PJD fait en plus régulièrement des tournées en Europe afin de recruter de nouveaux militants et de présenter son programme aux immigrés marocains

Dans le cas du MSP, il s'agit également d'entretenir chez les ressortissants algériens le sentiment d'appartenance nationale et de mener une politique de développement culturel entre les deux pays. Selon un responsable du MSP, *« la politique du MSP au sein de l'immigration est de servir de pont entre les immigrés et leur pays d'origine. On veut aussi participer au rapprochement de la France et de l'Algérie, personnellement, j'ai essayé de jumeler deux villes, l'une algérienne et l'autre française. On a fait des rencontres entre médecins français et algériens, entre chercheurs etc. Avoir un réseau, c'est vraiment notre premier objectif. Tous les musulmans modérés en France, même s'ils ne sont pas des adhérents, votent pour nous parce qu'ils se reconnaissent dans notre discours. Maintenant auprès des beurs, il est vrai que tous les partis algériens ne remporte pas vraiment leur adhésion, ils sont beaucoup plus intéressés par la politique française, nous-mêmes on préfère qu'ils s'intéressent à la France mais s'ils peuvent faire les deux tant mieux »*. Lors des élections présidentielles de 1997, le candidat du MSP, Mahfoud Nahnah, est arrivé en première position dans les consulats algériens de Strasbourg, Nice et Grenoble, bien avant le candidat gagnant la présidentielle Liamine Zeroual<sup>19</sup>.

Les partis islamistes se mobilisent aussi depuis leur pays pour défendre les musulmans européens. Ainsi, Aboujerra Soltani a proposé, lors de la 33<sup>ème</sup> session en 2006 des ministres des Affaires Etrangères des pays membres de l'Organisation de la Conférence Islamique, la création d'un mécanisme de lutte contre l'islamophobie qui sévit selon lui surtout en Occident. *« Son objectif est d'amener les États islamiques à édicter des lois dissuasives pour lutter contre ce phénomène et à œuvrer en vue d'adopter une résolution internationale par l'ONU pour protéger l'islam et ses symboles. La proposition algérienne appelle à créer un fonds islamique visant à soutenir les efforts de lutte contre l'islamophobie dans les pays occidentaux et promouvoir les valeurs de dialogue et de tolérance entre les cultures, les religions et les civilisations. Elle met également l'accent sur le nécessaire engagement des pays islamiques, dans leurs législations, envers le boycottage économique des pays encourageant l'islamophobie. Une série de mesures a été prise telles que la mobilisation des ONG musulmanes travaillant en Europe et le renforcement de la coopération avec le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Il faut également un dialogue accru avec les partis politiques, les décideurs et les ONG pour influencer sur le contenu des programmes scolaires qui véhiculent, une "image déformée" de l'islam qui passe de génération en génération<sup>20</sup>»*.

La prise en compte par l'UE (Union Européenne) des mouvements islamistes dans la région s'est d'abord faite à travers un regard largement sécuritaire, ces mouvements étant considérés comme ayant une relation équivoque avec le terrorisme. Il faut en effet rappeler que dans les années 90, ce n'est pas l'image de partis politiques institutionnalisés qui prévaut auprès des décideurs européens mais plutôt celle des attentats dans le métro parisien

<sup>19</sup> Le FIS bien que dissous depuis 1992, essaie également d'orienter les votes des algériens à l'étranger. Rabah Kébir, chef de la délégation exécutive du Front islamique du salut, longtemps réfugié en Allemagne les avait ainsi appelés à voter pour le candidat Abdellaliz Bouteflika lors des élections présidentielles de 2002. Il a également invité les différents islamistes et terroristes vivant en Europe à se présenter aux consulats algériens à l'étranger afin de bénéficier de la loi sur la concorde civile, promulguée en 2000, et visant à amnistier les responsables de crimes durant la guerre civile.

<sup>20</sup> Abdelkamel K., *Aboujerra Soltani se met à la diplomatie islamique*, Liberté, 21/06/2006

ou du détournement de l'avion Air France, revendiqués par les Groupes Islamiques Armés (GIA) algériens. Exception faite de l'organisation par la communauté catholique de *Sant'Egidio* d'une conférence à Rome en janvier 95 visant à la signature d'un contrat national de sortie de crise par différents partis algériens et notamment le FIS<sup>21</sup>, l'UE et ses Etats membres ont plutôt tout au long des années 90 soutenus implicitement les politiques de répression des Etats du sud face aux mouvements islamistes<sup>22</sup>. Rappelons la fin de non recevoir opposée par l'Algérie sur une plus grande implication de l'Europe concernant la question islamiste dans les années 90. Par exemple, la très controversée visite à Alger les 19 et 20 janvier 1998 de la Troïka<sup>23</sup> de l'UE, proposée par le ministre des Affaires étrangères allemand de l'époque Klaus Kinkel, et visant à la constitution d'une commission d'enquête sur les massacres de civils algériens. Cette initiative s'était soldée par un échec, l'Etat algérien ayant refusé à cette Troïka la possibilité de discuter avec des représentants (notamment islamistes) de la société civile. Le rôle du Parlement européen a toujours été sensiblement différent, bien que souvent marginalisé. En effet, c'est en son sein que Mahmoud Nahnah, alors président du MSP, intervint sur le sujet de la guerre civile algérienne. Une autre visite de neuf parlementaires européens en Algérie entre le 8 et le 12 février 1998, avec l'objectif de supporter l'assemblée nationale en Algérie et le processus de démocratisation, fut organisée. Malgré leur insistance pour s'entretenir avec des membres de la société civile et du FIS, les parlementaires reçurent la même réponse faite à la Troïka. La délégation parlementaire, bien que rejetant toute sympathie pour le FIS et, notamment, une lettre ouverte que ce dernier lui avait adressée, plaida pour une intégration du FIS dans toute solution politique pour mettre fin à la guerre civile. Ici, c'est le processus de sélection de ses partenaires politiques par l'UE au détriment, entre autres, des islamistes, qui fut fortement critiqué par les parlementaires<sup>24</sup>. L'UE stigmatisera donc longtemps les partis islamistes, vus comme des organisations terroristes nuisant à la stabilité et à la sécurité de la région, et ne les considérera pas comme des partenaires politiques. Toute association ou ONG de la société civile ayant une sensibilité islamiste sera exclue du Partenariat EuroMed. Cette stigmatisation a également amené une surreprésentation des associations laïques et progouvernementales ainsi qu'une relative indifférence des islamistes concernant le partenariat EuroMed. Seul le FIS dissout, dont l'Europe est depuis les années 90 le principal refuge, viendra se plaindre auprès du Parlement européen dans une missive datée du 2 juillet 2001, du rôle de l'Union Européenne dans la résolution du conflit, qui « *multipliait son aide politique, diplomatique et financière au régime et renforçait sa coopération sécuritaire avec lui à travers le forum méditerranéen, la conférence des ministres de l'Intérieur des pays de la Méditerranée et autre conférence euro-*

<sup>21</sup> On peut trouver la version complète du texte adopté dans la revue *Confluences*. « Plate-forme pour une solution politique et pacifique de la crise algérienne, Document de Sant Egidio, 13 janvier 1995 » in *Confluences*, n°14, Printemps 1995

<sup>22</sup> Annette Jünemann, "Support for democracy or fear of Islamism? Europe and Algeria" in: Hafez Kai (ed.), *The Islamic World and the West: An Introduction to Political Cultures and International Relations*, London, Brill Academic Publishers, 2000.

<sup>23</sup> Cette Troïka, était à l'époque composée des membres des anciennes présidences de l'UE, à savoir le Luxembourg, le Royaume-Uni et l'Autriche.

<sup>24</sup> Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense, *Rapport de la délégation ad hoc pour l'Algérie (8-12 février 1998)*, Parlement Européen, Bruxelles, 1998.

*méditerranéenne*<sup>25</sup> ». Une autre critique fréquente émanant des islamistes argue du fait que l'Europe devrait s'attacher au respect et à la défense des droits de ses musulmans européens, plutôt que de vouloir orienter les sociétés civiles musulmanes du monde arabe<sup>26</sup>.

Au début des années 2000 va s'opérer un changement majeur concernant la place des partis islamistes dans les politiques européennes. Il concerne la position de monopole qu'avait la France dans les années 90 concernant l'orientation des relations UE-partis islamistes et celle de la question de la démocratisation dans les pays du Maghreb, dont elle fut longtemps le partenaire privilégié. L'idée alors mise en avant était celle de mouvements terroristes populaires prenant leur source dans les difficultés économiques des pays concernés<sup>27</sup>. Le 11 septembre d'abord viendra profondément bouleverser cette vision<sup>28</sup>, ainsi que l'expérience du terrorisme faite par des pays membres autres que la France, tels que l'Espagne et le Royaume-Uni. Ces pays ont en effet amené une vision du terrorisme beaucoup moins liée à un islam politique déstabilisant les régimes de la région, et ont au contraire établi une séparation claire entre les conditions économiques et politiques des pays concernés, et la lutte sécuritaire contre le terrorisme international. Paradoxalement, le fait que « le sécuritaire ait absorbé le politique<sup>29</sup> » offre peut-être aujourd'hui de nouvelles opportunités de dialogues purement politiques avec les partis islamistes, et donc, une plus grande intégration aux politiques de l'UE, de plus en plus distincte de la question de la nébuleuse terroriste. L'émergence de pays membres tels que le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne sur cette question, va amener à un niveau bilatéral, des initiatives plus pragmatiques de dialogue auprès des partis islamistes<sup>30</sup>. Ce qui n'existe pas à un niveau européen, est donc déjà une réalité aux niveaux nationaux. Nombre de parlementaires islamistes font en effet partie de groupes parlementaires à un niveau binational, ou encore prennent part à travers leurs positions d'élus à des projets interrégionaux ou intercommunaux avec certains Etats membres. La raison de ces collaborations se trouve sans doute dans le fait que ces activités s'inscrivent dans les logiques nationales des pays auxquels ils appartiennent et ne leur permettent de mettre que très peu en avant leur « spécificité » islamiste. De la même manière, des initiatives telles que la convention de l'Organisation de la Conférence Islamique<sup>31</sup> sur la lutte contre le terrorisme international signée à Ouagadougou le 1 juillet 1999, ainsi que les dialogues que cette dernière mène

<sup>25</sup> <http://ccfis.fisweb.org/dispcol.asp?art=411&ccolumn=6>.

<sup>26</sup> Entretiens avec plusieurs membres de différents partis islamistes.

<sup>27</sup> Olfa Lamoum, « L'enjeu de l'islamisme au cœur du processus de Barcelone », *Critique Internationale*, n°18, janvier 2003.

<sup>28</sup> Euromed Report, « Conséquences économiques éventuelles des événements du 11 septembre 2001. Eléments d'appréciation pour la Méditerranée », n° 50, 26 juin 2002.

<sup>29</sup> Olfa Lamoum, *Op. cit.*

<sup>30</sup> Concernant les islamistes se trouvant en Europe, l'UE évite soigneusement d'inscrire leur participation dans une dimension politique, mettant l'accent sur le dialogue interculturel. Tariq Ramadan, intellectuel suisse proche de la pensée des Frères musulmans, a participé au groupe des sages créé à l'initiative de Romano Prodi en 2004. Voir le rapport qui en est issu : Group of Policy advisers, *Dialogue between peoples and cultures in the Euro-Mediterranean area*, European Commission, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2004.

<sup>31</sup> L'Organisation de la Conférence Islamique a été fondée en 1970 et compte 55 pays membres. Son siège est à Jeddah en Arabie saoudite.

avec l'UE depuis 1999<sup>32</sup>, associent certains islamistes légaux au dialogue avec l'UE, mais toujours en tant que représentants de leur entité nationale.

La problématique de la démocratisation telle qu'elle a été encore traitée lors du 10ème anniversaire du partenariat EuroMed en novembre 2005 ne fonctionne plus, y compris auprès des pouvoirs en place. En conséquence, l'absence de nouveaux outils de dialogue vis-à-vis des nouveaux acteurs politiques du monde arabe (et parmi eux les islamistes) a amené une focalisation consensuelle des acteurs en place sur la lutte contre le terrorisme et sa définition (seul consensus obtenu entre le Nord et le Sud lors du 10ème sommet EuroMed). Ce consensus sécuritaire remplaçant la question de la démocratisation éloigne-t-il encore une fois l'UE d'un véritable débat sur la place des islamistes dans ses politiques ?

L'épisode de la non-reconnaissance par l'UE de la victoire démocratiquement acquise par le Hamas, parti islamiste palestinien, a largement faussé la crédibilité des discours que l'UE pouvait tenir sur la démocratisation des pays musulmans tant auprès des sociétés civiles que des partis islamistes. Aujourd'hui, de nombreux dirigeants de partis islamistes et leurs militants se posent la question de la possibilité d'une « démocratie islamique », i.e. un système démocratique s'inspirant fortement du modèle démocratique européen et de l'islam, mais ayant une trajectoire originale et indépendante des velléités européennes en la matière<sup>33</sup>. Dans nos entretiens la majorité des acteurs islamistes ont en effet déclaré ne pas rejeter la possibilité de se démocratiser « grâce à l'Europe » et son soutien mais non pas « comme l'Europe ». Ce qui est remis en cause c'est la nécessité d'être en continuité avec les demandes européennes et de passer exclusivement par les programmes de démocratisation que l'Europe propose, et dont ils sont souvent exclus, pour accéder à la démocratie. Les islamistes contestent également, concernant la dynamique de démocratisation dans les pays du Sud, la promotion par l'UE d'une démocratie à visées externes, c'est à dire visant à stabiliser et sécuriser les échanges directs de l'Europe avec ses partenaires (qu'illustre bien l'actuelle direction prise par la Politique Européenne de Voisinage concernant l'économie, l'énergie, la sécurité, la lutte contre le terrorisme ou encore la question israélo-palestinienne), au détriment d'une démocratie à visées internes, à savoir ayant des effets directs sur la société civile et les partis d'opposition (notamment à travers la liberté d'expression, l'accès des masses à la sphère politique etc.).

Les USA et l'Europe voudraient donc une démocratisation qui leur est propre, se rendant compte que la dynamique de démocratisation qu'ils ont longtemps promue ne mènera pas

---

<sup>32</sup> Le premier dialogue avec l'OCI a eu lieu à Helsinki en décembre 1999, puis a été suivi d'une réunion de 30 ministres des Affaires Etrangères de l'UE et de l'OCI au sein d'un forum commun OIC-UE à Istanbul en février 2002 sur les questions d'harmonie civilisationnelle, de résolution des conflits, de droits de l'homme en Islam, de collaboration sur la lutte contre le terrorisme. Ce forum a été organisé à l'invitation du ministère des Affaires Etrangères turc. Source : site Internet du MAE turc : [http://www.mfa.gov.tr/OIC\\_EU\\_cdrom/index.htm](http://www.mfa.gov.tr/OIC_EU_cdrom/index.htm).

<sup>33</sup> Bobby Sayyid, *Fundamental Fear: Eurocentrism and the Emergence of Islamism*, London & New York, Zed Books, 1997.

forcément au résultat politique qu'ils souhaitent pour la stabilité de leurs échanges dans la région, à savoir l'éviction des islamistes, notamment dans le cas du Hamas palestinien<sup>34</sup>.

Un des signes pouvant témoigner de la volonté naissante de l'UE de prendre en compte l'ensemble de ces facteurs se trouve dans les recommandations du rapport final du « Partenariat Stratégique de l'UE avec les pays méditerranéen et du Moyen-orient », appelant l'UE à s'engager « avec des organisations politiques non violentes ainsi que des mouvements à tous les niveaux de la société civile, ce tel engagement étant ouvert à toutes les organisations dédiées aux moyens<sup>35</sup> non-violents et démocratiques ». La négligence par l'UE des cas de torture et de détention abusive de militants islamistes, l'exclusion des syndicats professionnels dominés par les islamistes des réseaux EuroMed, ainsi que l'aspect interculturel donné au dialogue interreligieux ont également renforcé l'idée auprès des acteurs arabes d'une conception européenne de la démocratie profondément séculière, ne laissant que très peu de place à l'expression d'identités religieuses<sup>36</sup>. Les initiatives de démocratisation promues par l'UE n'inspireraient donc plus confiance à des acteurs islamistes qui peineraient à s'y identifier.

## 5- L'effondrement du cadre du parti et la crise des élections présidentielles de 2009

La participation politique et la stratégie de mousharaka est sur le plan national l'un des plus grands acquis des partis islamistes. L'objectif était de se former à la chose politique en pénétrant les institutions afin de se préparer à prendre le pouvoir. La modification de la constitution en novembre 2008, autorisant Abdelaziz Bouteflika à briguer un troisième mandat a cependant plongé la mouvance islamiste cooptée et oppositionnelle dans l'impasse. Les élections présidentielles de 2009 qui ont consacré un troisième mandat pour le président ont en effet révélé les limites des stratégies de l'islamisme « accommodant » de l'après FIS et l'émiettement des partis concernés.

La mousharaka semble même avoir beaucoup plus renforcé le régime historique du FLN et ses cercles décisionnels que les structures partisans islamistes. En 20 ans de choix politiques institutionnalisés, ils ont été incapables de transformer la mobilisation sociale des citoyens en vraie mobilisation politique capable d'inverser les rapports de domination à l'œuvre dans le pays. Face à leur base potentielle et militants de longue date, les islamistes algériens toutes tendances confondues peinent à convaincre des avantages de la politique participationniste dans un contexte où la société civile est affaiblie et les institu-

<sup>34</sup> Gregory Causse III, "Can democracy stop terrorism?" in *Foreign Affairs*, Septembre-Octobre 2005.

<sup>35</sup> See the final report of the EU Strategic Partnership with the Mediterranean and the Middle East, The European Commission, EuroMed Report, issue no.78, 24 June 2004.

<sup>36</sup> Voir Commission of the European Communities, "Wider Europe Neighbourhood: A New Framework for Relations with our Eastern and Southern Neighbours", Communication from the Commission to the Council and the European Parliament 11 Mars 2003. Commission of the European Communities, "Reinvigorating EU Actions on Human Rights and Democratisation with Mediterranean Partners", *Communication from the Commission to the Council and the European Parliament : Strategic Guidelines*, 21 Mai 2003.

tions d'Etat inaptes à faire du multipartisme une réalité. Dans un contexte de post-guerre civile, la question du changement, fer de lance de l'identité islamiste, a peu à peu disparu du programme islamiste pour laisser place à celle de la consolidation du pays grâce à l'achèvement des chantiers présidentiels, participant ainsi à leur propre neutralisation de la compétition politique. La nécessité de continuer à participer à un système politique qui les affaiblit et les neutralise ou au contraire de s'en soustraire afin de réinventer de nouveaux pôles de contestation se pose âprement pour les acteurs islamistes algériens aujourd'hui.

Dans un contexte de désintérêt général de la part des citoyens pour la scène politique, les élections présidentielles de 2009 ont accueilli la participation de deux candidats au label islamiste.

Le candidat Djahid Younsi, représentant du parti Islah, a ainsi promis l'ouverture du champ audiovisuel privé, la création de nouveaux partis politiques, la fin de l'état d'urgence en vigueur depuis 1992, l'élaboration de stratégie pour l'après-pétrole, la promotion des jeunes entrepreneurs et la poursuite de la réconciliation nationale, notamment en promettant une amnistie totale, y compris pour les membres d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), organisation rassemblant les anciens groupes armés. Djahid Younsi n'a cependant pas réussi à impacter la campagne présidentielle et à remplacer Ahmad Djaballah qui après quelques tractations avec le gouvernement avait refusé de concourir. Même le parti Nahda, allié historique avec lequel il avait envisagé de faire front commun lui a finalement préféré l'option du boycott.

Le candidat Mohamed Said quant à fut qualifié de lièvre (nom donné à l'ensemble des candidats lors de la campagne, excepté le président, pour signifier qu'ils n'avaient aucune chance de succès et qu'ils étaient appelés uniquement à faire de la figuration), et fut propulsée sans véritable base populaire. Mieux, son parti fut créé deux mois avant les élections et n'était toujours pas agréé le jour du vote. Collaborateur d'Ahmed Taleb al-Ibrahimi, fondateur du parti islamiste Wafa toujours non agréé, Mohamed Said semblait en fait espérer être autorisé à revenir sur la scène politique de manière officielle. Leurs espoirs ont pourtant été déçus. Les deux candidats ont violemment dénoncé les résultats annoncés et ont même appelé à la dissolution de l'assemblée deux mois après leur participation.

La position de l'ex-FIS pendant les élections étaient tout aussi discordante. Alors que d'anciens militants tels que Anouar Haddam ou Rabbah Kebir appelaient à participer aux élections pour faire entendre leur revendications concernant la réintégration des repentis, la levée de l'état d'urgence ou la création d'un nouveau parti sur les cendres du FIS<sup>37</sup>, Ali Benhadj<sup>38</sup>, Abassi Madani et même AQMI appelaient eux à boycotter l'élection.

<sup>37</sup> C'est notamment l'ambition de Rabah Kebir et de son « Mouvement de la liberté et de la justice sociale » créé en janvier 2007.

<sup>38</sup> On trouvera un aperçu de ses positions dans le document intitulé : 06 أبريل 2009, « لماذا انقطاع », علي بن حاج.

La faiblesse de la participation des islamistes lors des élections présidentielles de 2009 et lors des débats publics afférents s'explique aussi par la monopolisation par l'Etat de la ressource « islam » dans le soutien au troisième mandat du président. Ainsi, les algériens ont pu s'entendre dire de la part de leur ministre des affaires religieuses que l'abstention est contraire aux valeurs islamiques et dans leur mosquée que voter est un devoir religieux. Il faut aussi ajouter à ces efforts l'argument phare de la campagne de Bouteflika : la poursuite de la réconciliation nationale et la réintégration sociale des repentis grâce à un plan généreux de 9.5 milliards de dinars.

Les dissensions et reconfigurations les plus remarquables des stratégies participationnistes des islamistes en Algérie restent sans conteste celles observées au sein du parti du MSP. La décision de Aboujerra Soltani de ne plus se présenter aux élections et de soutenir la candidature du président Bouteflika au nom de la participation du parti à l'Alliance présidentielle a amené beaucoup de militants à se poser la question du rôle du MSP sur la scène politique. Elle a surtout exacerbé la guerre de leadership qui oppose Soltani et Menasra, le numéro 2 du parti qui trois mois avant les élections décida de créer le MPC (mouvement pour la prédication et le changement) en signe de scission avec le parti mère. Menasra indique ainsi que "le Mouvement pour la prédication et le changement (MPC) créé en avril 2009 n'est pas une formation religieuse, ni une association à caractère religieux, mais nous sommes un parti avec une orientation islamique conforme à la constitution<sup>39</sup>". L'ambition est là aussi de tenter de recycler pêle-mêle les repentis, les anciens membres du FIS et la nouvelle génération salafite dans une même formation.

Peu avant les élections, et suite à de nombreuses démissions de députés, 564 femmes ont démissionné du MSP pour protester contre la ligne participationniste du parti et rejoindre MPC dirigé désormais par Mustafa Belmahdi, membre fondateur du MSP dans le but d'en faire un nouveau parti politique concurrent. Pour faire face à la crise, Soltani a abandonné son poste de ministre d'Etat et ainsi tenter de reconquérir sa base.

## 6 – Terrorisme, repentance et réintégration politique de l'ex-FIS

Le FIS a été indubitablement affaibli par les 16 années de violences qui ont suivies sa dissolution. Son instrumentalisation de la violence pour se maintenir comme un acteur central<sup>40</sup> lui a valu le rejet d'un grand nombre de ses anciens adeptes et la reconversion de beaucoup d'entre eux dans le salafisme prédicatif. Son incapacité à canaliser la violence lui a également valu le désintérêt de l'Etat comme acteur du dialogue de force. Pour répondre à cette marginalisation, on assiste depuis la fin des années 1990 à l'émergence d'un islamisme postrévolutionnaire chez de nombreux anciens leaders du FIS. Accepter le projet de réconciliation nationale et rejeter la révolution violente leur a permis de se créer

<sup>39</sup> Ramdane Koubabi, « Abdelmadjid Menasra l'a éité hier : le MPC plaide pour un Etat islamique », *El watan*, 16 mai 2009.

<sup>40</sup> Pour une histoire plus complète voir Kamil Tawil, *Al haraka al islamiyya al musallaha fil djazair. Min al inqad ila eldjama'a*, Beyrouth, Dar an-Nahar, 1998.

une niche dans le système politico-militaire de l'Algérie post-conflit<sup>41</sup>. Avec leur soutien à Bouteflika et leur réintégration sociale négociée, ils posent aujourd'hui la question de leur réintégration politique. Mais comment poser aujourd'hui la question de la réhabilitation du FIS dans un contexte de blocage de compétition des partis depuis que la concorde a été promulguée ?

Les anciens leaders du FIS ne pèsent plus dans la vie politique nationale. Belhadj, Madani et d'autres leaders historiques du FIS ont été soit assignés à résidence soit exilés après avoir été emprisonnés. Ne pouvant plus exister en tant que tels, la position des anciens leaders du FIS est ambivalente et une vraie concurrence existe entre eux pour la succession du capital symbolique de ce parti. Ils condamnent aujourd'hui plus ou moins la violence car ils ont compris que le paradoxe de la charte pour la paix et la réconciliation nationale est qu'elle leur interdit de revenir sur la scène politique et le leur fait espérer dans le même temps. La réconciliation les neutralise politiquement car ils sont toujours considérés comme terroristes repentis mais en même temps elle leur permet d'exister. Pour ne pas être marginalisé politiquement ils rejettent la violence d'al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) et se pose en intermédiaire en appelant à déposer les armes.

Après les avoir considérés comme mécréants<sup>42</sup>, Madani et Benhadj tentent désormais un travail d'alliance avec des membres de l'opposition démocratiques algériennes eux aussi marginalisés par le pouvoir tels Aït Ahmed (dirigeant du Front des forces socialistes, FFS), ou Taleb Ibrahim (président du parti islamiste Wafa, non légalisé), Mouloud Hamrouche (ex-premier ministre, réformateur), Abdelhamid Mehri (ex-secrétaire général du Front de libération nationale, FLN, ancien parti unique), ou encore Ali Yahia Abdenour (avocat et ex-président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme)<sup>43</sup>. Au niveau des militants actifs, beaucoup d'anciens du FIS dissous se sont même représentés sous d'autres étiquettes politiques lors des dernières élections législatives de mai 2007. D'autres responsables encore comme Rabah Kebir, Anouar Haddam ou Madani Mezrag de l'Armée Islamique du Salut ont déclaré vouloir créer leur propre parti et envisagent des alliances avec les partis islamistes légalisés tels que Hamas et Islah qui se sont dits prêts à les accueillir.

Le gouvernement semble lui indécis quant à la possibilité pour ces activistes de former de nouveaux partis, oscillant entre faux espoirs et refus catégorique, utilisant ainsi ce qui reste du poids du FIS selon les circonstances politiques internes algériennes et selon leur catégorie de repentis ou d'opposants. L'avenir des anciens du FIS n'évoluera pas de façon spectaculaire dans les prochains mois car l'Etat ne souhaite pas leur redonner vie après avoir instauré le consensus autour du projet de réconciliation. La fin du FIS et son passage dans la violence ont même consolidé l'Etat algérien qui à travers la guerre contre le terro-

<sup>41</sup> Frédéric Volpi, "Algeria's pseudo-democratic politics: Lessons for democratization in the Middle East", in *Democratization*, 13:3, 442 – 455, 2006

<sup>42</sup> Zohra Benarros, Amokrane Aït Idir, Fella Midjek, *L'islamisme politique : la tragédie algérienne*, Beyrouth, Dar Al Faraabi, 2002.

<sup>43</sup> Interview d'Ali Benhadj par Florence Beaugé in *Le Monde*, 9 février 2008.

risme a pu atténuer la pression internationale sur les tortures des militants du FIS et de ses populations civiles partisans, faire accepter certaines mesures restrictives de l'activité politique et bénéficier du soutien international<sup>44</sup>. Seulement, même si le FIS est neutralisé à travers sa condamnation commune du terrorisme, le vide qu'il a laissé sur le terrain en matière de mobilisation de la base islamiste semble de plus en plus être comblé par le développement exponentiel de la da'wa salafiyya.

## 7 - Ad-da'wa Salafiyya: une alternative politique au parti islamiste ?

Ce courant s'inspire grandement de la doctrine Wahhabie. Il a connu un nouvel élan durant les années 1980, lorsque de nombreux jeunes Algériens ayant poursuivi une formation en sciences islamiques en Arabie Saoudite reviennent enseigner en Algérie<sup>45</sup>. L'un des principaux représentants de la da'wa salafiyya en Algérie est Abdelmalek Ramdani, un algérien actuellement imam dans une mosquée en Arabie Saoudite. Il a quitté l'Algérie après avoir reçu des menaces de mort à cause de ses positions anti-violences et pro-étatiques. D'autres prédicateurs comme Ali Ferqous<sup>46</sup>, Sheikh Yassin, Sheikh Najib, Sheikh Lazhar, Abdu-Ighani Awisât ou encore Abdu-Imadjid Djoumah sont les principaux animateurs de ce mouvement. Ils ont tous en commun de garder des liens extrêmement forts avec les institutions religieuses saoudiennes. Ils animent régulièrement des *dourouss* (leçons religieuses) dans les mosquées algériennes sous influence saoudienne. Leur popularité est d'ailleurs accréditée par les *jjaza* (autorisation d'enseigner le dogme) que leur délivrent les savants saoudiens représentants du wahhabisme. Accessibles et respectés, beaucoup de jeunes algériens les contactent sur leurs téléphones portables pour leur demander des fatawas portant sur tout un tas de questions de la vie quotidienne.

Cette tendance a littéralement explosé en nombre depuis une dizaine d'années. Premièrement parce qu'elle a recueilli en son sein de nombreux partisans du salafisme politique, échaudés par l'interdiction du FIS en 1992. De nombreux partisans du salafisme djihadiste, anciens membres des Groupes Islamiques Armés (GIA) et du Groupe Salafi pour la Prédication et le Combat (GSPC), se sont également repentis, troquant les armes pour les perspectives de commerce que leur offre le réseau de la da'wa salafiyya, notamment avec la région du Golfe. Depuis la promulgation de la loi sur la concorde civile en 2000, signant la mort définitive des partis islamistes « révolutionnaires » en Algérie, ce mouvement a surtout été renforcé par une génération de jeunes algériens ayant entre 15 et 35 ans, déçus par l'islamisme politique de leurs aînés. Comparé aux partis politiques islamistes, la da'wa salafiyya est un mouvement dont les conditions d'adhésion sont relativement faciles. Nul n'est besoin de posséder un niveau d'éducation islamique et politique élevé, que peu possèdent par ailleurs. Les partis islamistes légalisés et cooptés par le pouvoir rejettent largement l'adhésion de ces jeunes, les jugeant trop voyants avec leur *niqab* (voile qui

<sup>44</sup> Hassan Remaoun, « La question de l'histoire dans le débat sur la violence en Algérie », *Insaniyat*, n°10, Janvier-Février 2000.

<sup>45</sup> Zoubir Arous, « Les courants salafistes, de la profondeur du processus historique à la réalité de l'expérience contemporaine » in *Naqd*, Automne/Hiver, n°24, 2007.

<sup>46</sup> On peut trouver un exemple de leur production sur ce site <http://www.ferkous.com/rep/A.php>

couvre l'ensemble du visage) et *qamiss* (longue chemise souvent blanche que portent les hommes). En se rendant dans une mosquée réputée salafie ou sur les sites internet de cette communauté, la solidarité idéologique de ses membres permet de se socialiser, d'acheter un appartement, d'ouvrir un commerce, et bien sûr de se marier, simplement en fréquentant le même lieu de culte ou les mêmes amis, ou s'habillant de la même façon. Pour cette « génération terrorisme », comme ils se nomment eux-mêmes, la *da'wa salafiyya* représente donc le moyen de rejeter en douceur les valeurs de consommation et d'annihilation du politique d'une société post-conflit qu'est l'Algérie, sans entrer en conflit violent avec leur environnement. Cette génération n'est pas prête à payer de nouveau le prix des violences passées, et en même temps rejette l'utilisation politique de l'islam pour changer la société, qui a selon elle été un parfait échec. Cette organisation par le réseau est aussi le moyen de combler les déficiences des institutions publiques dans la prise en charge des citoyens et l'absence de représentativité politique, et de s'auto-organiser sur le modèle d'une société islamique idéale.

En proposant une alternative au cadre du parti et à un champ politique algérien post-conflictuel où l'islamisme oppositionnel ne peut trouver de place, la *da'wa salafiyya* est devenue le principal mouvement de réislamisation du pays, bien avant les partis islamistes cooptés trop élitistes et aux visées politiques changeantes et hasardeuses. Sa force se situe dans son accessibilité en dehors de toute socialisation politique. Ainsi, nul n'est besoin de passer par un cursus long en sciences islamiques pour pouvoir être salafi. De nombreux sites internet proposent des *fatawas* toutes prêtes, les conseillant sur les comportements politiques à adopter. Dans un climat où l'espace audiovisuel algérien est toujours fermé et contrôlé par l'Etat, les chaînes religieuses du Golfe captées par paraboles d'Algérie, ont aussi permis à toute une génération de se familiariser avec la doctrine du salafisme prédicatif. La littérature religieuse que l'on peut trouver en Algérie est également principalement salafie, et encore plus important très bon marché. Il existe d'immenses réseaux de librairies tenues et fréquentées par des salafis et même de nombreuses librairies généralistes trouvent dans la demande salafie une confortable opportunité d'améliorer leurs fins de mois. Avec environ 20 000 livres religieux importés chaque année d'Egypte, d'Arabie saoudite, du Liban ou de Syrie, la littérature salafie monopolise l'offre d'ouvrages religieux et inonde bien au-delà du cercle immédiat de ses sympathisants, notamment en proposant de nombreux livres de prédication gratuits dans les mosquées. Il est intéressant de noter d'ailleurs que de nombreux repentis sont devenus importateurs de livres religieux salafis. Le salafisme prédicatif permet une solidarité de groupe qui n'est plus seulement basée sur une même appartenance politique à un parti, d'ailleurs difficile à afficher désormais et difficilement accessible à une génération désenchantée, mais sur l'appartenance à différents réseaux, notamment de petits commerces.

Ce sentiment de pouvoir organiser une société dans la société sans être inquiétés par la police par exemple revient également dans les entretiens avec les salafis en Algérie. Possédant leur propres écoles privées, dont la plus prisée reste l'école saoudienne à Alger, et leurs propres circuits commerciaux, les membres de la *salafiyya* peuvent arborer longues barbes, *qamiss* et *djilbab* (long voile couvrant tout le corps) sans risquer de subir la représ-

sion subie par leurs aînés du FIS, puisque eux refusent explicitement de se mêler de politique, et disent ne vouloir que « pratiquer leur religion en paix ».

En effet, la salafiyya exclut toute activité politique. Ses membres considèrent le système électoral et le cadre du parti comme un non sens islamique et l'importation d'une tradition occidentale. Ils font valoir la présence des savants comme détenteurs du savoir. Ces savants étant largement employés par l'Etat dans les universités islamiques ou les mosquées, ce salafisme propose un consensus de neutralité vis-à-vis de l'Etat. Ils considèrent ceux qui s'engagent dans un parti politique comme *hizbi* (du mot *hizb*, parti, partisans mais comportant une forte connotation péjorative). Leur critique est encore plus accentuée par l'expérience sanglante de la politisation de l'islam dans les années 1990. Dans une Algérie qui n'accorde plus d'agrément aux nouveaux partis depuis 1999, le salafisme prédictif réactive l'ancien schéma de substitution des partis par le mouvement associatif qui prévalait à l'époque du monopartisme. Devant l'instrumentalisation par l'Etat des partis islamistes officiels cooptés ou neutralisés en fonction de la conjoncture politique du pays, ce salafisme non oppositionnel et populaire représente pour beaucoup une alternative à la crise de représentativité du champ politique algérien actuel.

## Conclusion et Suggestions d'action

Analyser l'islamisme algérien à travers une perspective dynamique nous permet ici d'éviter deux écueils. Le premier serait de comprendre l'islam politique comme une révolution permanente dont les leaders ne pourraient se détacher, le cadre du parti n'étant qu'accessoire à la promotion de l'idéologie. Longtemps tourné vers l'instauration d'un État islamique, la reformulation de l'idéologie des partis islamistes algériens s'est opérée à partir des leçons tirées de l'échec du mouvement islamiste de type révolutionnaire (FIS) et des tentatives de soulèvements armés (AIS, GIA, GSPC...) mais également à partir des différentes opportunités structurelles offertes par l'Etat dans le champ politique lors d'élections électorales. Les islamistes algériens n'aspirent plus aujourd'hui à une quelconque révolution islamique, ni au terme d'un processus électoral ni à la suite d'un processus révolutionnaire violent. Ne pas tenir compte du caractère évolutif de l'islam politique, c'est risquer de figer les islamistes algériens dans des postures qui ne sont plus forcément les leurs. Par conséquent, il n'y a pas d'essence islamiste. L'islamisme algérien est le résultat d'un processus d'ouverture ou de fermeture du champ politique et la pertinence du cadre du parti doit être comprise de façon évolutive et en relation avec la place qui est donnée par l'Etat à l'opposition islamiste.

Le second écueil serait de saisir ces formations islamistes comme des partis religieux. Même si l'islam reste central dans leur idéologie, ces partis ne doivent plus être considérés comme des partis religieux où serait régulièrement affirmée la primauté de la religion sur les questions politiques. Les positions religieuses sont moins prégnantes lorsque sont en jeu des intérêts politiques, économiques et diplomatiques. Paradoxalement,

ces partis qui revendiquent leur référence islamique sont des acteurs de la sécularisation de la vie politique et de la société algérienne. Leur dogmatisme a laissé la place au pragmatisme et à la recherche du consensus. Ils ont intégré dans leur mode de fonctionnement, dans leur discours, tout l'appareillage idéologique de n'importe quel parti politique évoluant dans un champ politique limité, jusqu'à devenir, comme pour le MSP, un parti d'appareil qui selon son responsable Aboujerra Soltani espérait arriver à la présidence tout en ayant soutenu un troisième mandat pour le président Bouteflika...

Nous avons également pu voir que la résonance des partis islamiste est désormais faible auprès de la population algérienne, ces partis payant le prix de leur cooptation par l'Etat. Y'a-t-il encore une place dans le champ politique algérien pour des mouvements islamistes confrontés à un jeu politique sans compétition ? Chez les partisans de la *da'wa salafiyya*, la peur de la *fitna* (division entre croyants) et le désintéret pour une opposition politique perdue d'avance, ne laissent d'autre choix qu'une soumission à l'Etat à travers une critique acerbe du FIS et de la violence djihadiste. En laissant se développer ce mouvement, l'Etat a trouvé un soutien de taille à sa politique de réconciliation et a endigué ponctuellement la radicalisation politique d'un islam ultra-orthodoxe. Cependant, la radicalité religieuse dont la *salafiyya* est porteuse, en rejetant les valeurs majoritaires de la société et toute perspective de vie commune avec le reste de la population, pourrait s'avérer problématique dans l'avenir, notamment si les conditions de vie de la jeunesse ne s'améliorent pas rapidement.

Pour l'islamisme du FIS, la figure de l'Etat comme principal détenteur du pouvoir reste plus importante que jamais. Le FIS a compris que s'il veut revenir sur la scène politique, il doit abandonner ses références obsolètes à l'Etat islamique et entamer un travail d'alliance avec les élites dirigeantes. Ce travail d'alliance a été effectué à travers l'acceptation de la concorde civile pour espérer une réintégration sur la scène politique et était observable lors du déroulement des dernières élections législatives. Il n'est pas à exclure que les anciens membres et activistes du FIS ainsi que la base islamiste de la *da'wa salafiyya* souhaitent jouer un rôle important lors des prochaines élections (législatives et) présidentielles, posant de façon inédite la question de la pertinence des limites instaurées jusqu'ici entre partis islamistes et partis séculiers, partis islamistes légalisés et partis islamistes interdits, ou encore entre le cadre du parti (*hizb*) et celui du mouvement (*haraka*).

Notre dernière catégorie de recommandations concernent les partenaires internationaux de l'Algérie, notamment européens, encore inquiets du devenir selon eux incertain de l'islam politique en Algérie. Tout au long de cette étude nous avons pu voir que le résultat de l'entrée officielle en politique des acteurs islamistes est double : l'évitement de la radicalisation et la professionnalisation de ces acteurs politiques, bien que mise en péril aujourd'hui par la fermeture du champ démocratique. Désacraliser, et en ce sens dédiaboliser, l'approche que l'UE a de ces partis semble nécessaire pour permettre aux décideurs européens de se concentrer sur les questions que la présence des islamistes a fait émerger, notamment celle des libertés politiques.

Le partenariat que l'UE peut avoir avec les partis islamistes doit épouser la dimension sectorielle des programmes existants dans la région, notamment en y différenciant les axes politiques, sociaux et économiques. Il n'est pas nécessaire de penser de nouveaux programmes spécifiquement créés pour les acteurs et organisations islamistes, mais d'encourager leur inclusion au sein de programmes déjà existants.

Les islamistes algériens évoluent dans un pays ayant une longue histoire de coopération avec l'Europe. Par conséquent, leur intérêt pour les politiques de l'Europe et de ses Etats membres est important, contrairement à d'autres formations islamistes du Moyen-Orient. Malgré cela les politiques européennes en lien avec la région sont encore mal connues des islamistes. Il est donc nécessaire que l'UE, notamment à travers ses délégations dans les pays concernés, entreprenne un travail d'intensification et d'explication de ses principaux programmes tels que le Partenariat euro-méditerranéen et la Politique Européenne de Voisinage. Il sera particulièrement important d'associer les militants de base et les associations islamiques de la société civile à ces formations sur ce qu'est l'Europe.

L'accent doit être mis sur le caractère politique des acteurs islamistes et de leurs partis, et en cela, il faut différencier l'approche politique des islamistes d'une approche religieuse ou interculturelle. Ce dont ont besoin les membres de ces partis c'est acquérir des compétences concrètes et une mise à niveau de leur expérience avec les pratiques politiques internationales. Les échanges d'expériences entre partis islamistes maghrébins et fondations / partis politiques européens doivent être promus tant par les Etats membres à un niveau national que par l'UE dans le cadre des échanges euro-méditerranéens (notamment à travers l'Assemblée Parlementaire EuroMed).

Enfin, l'UE doit favoriser un travail sur le renforcement des institutions nationales qui n'exclut pas les partis islamistes. Seuls les fonctionnaires choisis par les gouvernements ont en effet jusqu'ici bénéficié des programmes MEDA de renforcement des institutions. Les normes professionnelles, notamment à travers la dynamique parlementaire, doivent être renforcées et la coopération avec les partis laïcs favorisée.

La question de la démocratisation, omniprésente dans le Partenariat avec l'UE, devrait aussi laisser place à un travail commun sur des points concrets de prise en charge des problèmes sociaux par les institutions. Cette coopération à travers le cadre concret des institutions permettra également aux islamistes de gagner en crédibilité, en clarifiant leurs positions sur ce qui est appelé les « zones grises » (droits des femmes, des minorités religieuses, moralisation de la vie publique...).

Les islamistes ne sont donc pas des acteurs religieux et leur inclusion au sein d'un partenariat doit se concentrer sur la politique. Néanmoins, une multitude d'ONG de la société civile et d'associations caritatives et humanitaires se sentent proches de leurs idées et ont des liens structurels avec ces partis. Ces associations que l'on peut qualifier d'islamiques au vu de leur base religieuse sont aujourd'hui également exclues du Partenariat avec l'UE. Elles peuvent cependant jouer un rôle utile dans les initiatives interculturelles promues par

l'UE, notamment en relayant les programmes euro méditerranéens pour une culture de paix et de dialogue dans les mosquées, les écoles coraniques et les associations religieuses. Leur inclusion au sein de la Plateforme Non Gouvernementale d'EuroMed leur permettrait de développer des réseaux avec d'autres ONG non islamiques de la région. En retour, une réflexion pourrait être menée par l'UE sur la possibilité d'utiliser les références islamiques comme ressource de protection des populations les plus vulnérables. Dans le cadre des Nations Unies, des initiatives ont ainsi été menées en collaboration avec des associations caritatives islamiques du monde arabe, chargées de sensibiliser sur la santé reproductive, la responsabilisation des pères dans la famille, l'usage des drogues chez les jeunes, la protection des femmes isolées ou encore la condamnation de l'usage de la violence dans l'islam. Il ne s'agit pas d'islamiser les problèmes sociaux de ces sociétés, mais de considérer ces acteurs islamiques de terrain comme une ressource potentielle supplémentaire, et non monopolistique, dans la concrétisation du Partenariat de l'UE dans la région.

Les évolutions de l'islam politique en Algérie révèlent l'urgence du renouvellement d'une cohésion nationale qui prenne en compte la mémoire des années 1990s en premier lieu pour permettre aux algériens une plus grande liberté de choix politiques. Si l'Etat algérien est aujourd'hui fort, sa légitimité n'a jamais été autant discutée par une société civile longtemps prise en otage par le conflit opposant l'armée d'un côté et les islamistes et organisations terroristes de l'autre. La pression du tout sécuritaire a même échoué à faire disparaître le terrorisme et a coûté principalement à la société civile. Pire, d'autres formes de violences normalisées et sans cadre idéologique apparaissent, comme dans les cas de plus en plus nombreux d'émeutes dans différentes parties du pays et dans les stades de football, ou dans la criminalité et le grand banditisme qui ne cessent de croître.

L'expérience de la violence des années 1990s en Algérie a réussi à s'inscrire dans une expérience occidentale plus globale de lutte contre le terrorisme. Cependant elle continue d'être niée en tant que triste facteur structurant de la politique interne. Il est d'ailleurs significatif que très peu de discours publics de victimes n'existent et que la société civile ne commence que très timidement à s'intéresser à la question du terrorisme, notamment à travers la question taboue de l'indemnisation des victimes. La mémoire de la guerre civile, cristallisée aujourd'hui par les différentes tendances de l'islam politique en Algérie, doit certes être inscrite dans l'histoire de l'Algérie à l'issue d'un travail de concertation entre tous les acteurs de la société algérienne. Mais elle doit aussi laisser place à de nouveaux modes de participation et de négociation politiques basés sur les compétences professionnelles, départis de la légitimité par le djihad d'opposition ou la violence d'Etat, et qui restent aujourd'hui à inventer.